

**Michel Barnier**

Membre de la Commission européenne et ancien ministre

**Vers une Europe nouvelle**

Humboldt Universität

Berlin, le 9 mai 2011

En Finlande il y a quelques jours, en France il y a quelques mois, plus de 20% des citoyens ont voté pour des mouvements extrémistes et populistes qui veulent le repli national, c'est-à-dire la fin du projet européen. Au-delà de ces citoyens, beaucoup d'autres doutent, sont inquiets ou en colère. Davantage encore, un grand nombre de jeunes sont indifférents.

C'est en pensant à toutes ces craintes, à ces angoisses, que j'ai écrit ce texte, pour **dire ce que l'Europe doit être et ce qu'elle n'est pas.**

\* \* \*

Dans les années 1900, Jack London et combien d'autres "aventuriers", Conan Doyle ou Paul Valéry s'inquiètent du "*rétrécissement de la planète*" et regrettent le monde dans lequel voyageait Alexander von Humbolt avec ses rivages mystérieux où se trouvaient encore "*les patries improbables de peuples impossibles*".<sup>1</sup>

Sous l'effet de la vitesse et des transports, des conquêtes coloniales aussi, "*l'infinie diversité du monde*" est à leurs yeux menacée, et même condamnée au profit de la seule civilisation européenne !

Un siècle plus tard, tout va plus vite encore : ubiquité des médias ; instantanéité de l'Internet, accélération des échanges, des flux financiers et des mouvements migratoires... Les mutations technologiques ne cessent d'accélérer le temps et de rétrécir l'espace. Le monde évolue plus vite. Il change plus brutalement. Nos sociétés humaines deviennent plus complexes en même temps qu'elles sont plus globales, plus inégales en même temps qu'elles sont plus riches, plus repliées sur elles-mêmes en même temps qu'elles sont plus ouvertes aux échanges.

Le monde "européocentrique" du début du XXème siècle a cédé la place à un monde multipolaire, dont les acteurs sont interdépendants et dont le centre de gravité se déplace vers l'Orient. La compétition bouscule ce qui fut longtemps la suprématie économique occidentale et contraint l'Europe à repenser son modèle de croissance. Le progrès technique a démultiplié l'empreinte de l'homme sur son environnement menaçant d'épuisement les ressources et les espaces naturels. La démographie humaine explose au sud tandis que l'Occident entre dans l'hiver démographique. Bref aujourd'hui, ce qui est en cause, en réalité, pour les européens, c'est la capacité à façonner et à projeter dans l'avenir leur modèle de civilisation.

Et une seule grande question devrait alors inquiéter et motiver les dirigeants de notre continent :

**En 2050 – c'est le temps de nos enfants – l'Europe sera-t-elle encore là où les choses se font et se décident? Comme un acteur global, une puissance capable de défendre et de promouvoir ses valeurs, ses idées, ses intérêts?**

Ou alors, faute de courage politique, de lucidité, de volonté commune, bousculée de l'extérieur par le dynamisme des autres régions du monde et paralysée chez nous par tous les populismes et tous les égoïsmes nationaux, l'Europe se sera-t-elle résignée à n'être qu'une puissance régionale. Un continent sous influence des Etats-Unis, de la Chine, et même de la Russie, au mieux sous-traitant de l'économie des autres, au pire exclusivement consommateur des produits fabriqués ou conçus

par les autres.

Cette question là est grave ! Elle est simple.

Les citoyens européens sont beaucoup plus intelligents que certains hommes politiques ne le croient. Chaque citoyen est capable de comprendre cette question, l'intérêt pour lui-même et ses enfants de se la poser, et d'y répondre.

En 1950, le 9 mai, Robert Schuman concrétise la réponse politique d'un petit groupe d'hommes visionnaires à une autre question grave et simple. Voulons-nous nous donner les moyens de vivre enfin en paix et d'empêcher définitivement ce que Victor Hugo qualifiait de "*guerres civiles européennes*"? Par l'économie, par les échanges, par la mutualisation de nos marchés fragmentés, par des règles équitables de concurrence, par une "politique industrielle commune" (l'acier et le charbon) bientôt suivie par une autre politique économique pour l'alimentation et l'agriculture...

**Ils font le pari que vont se tisser des solidarités de faits, que l'intérêt à être ensemble viendra cimenter et consolider "*l'envie*" d'être ensemble.**

61 ans après, plus que jamais nous avons encore *intérêt*, nous avons toujours *besoin*, d'être ensemble. Il ne s'agit plus d'éviter la guerre entre nous, mais de nous donner ensemble les moyens de peser collectivement sur les affaires du monde, de porter sur la scène planétaire, au-delà de nos différences, ces valeurs communes qui nous rassemblent.

Au fond de moi, je suis certain que Churchill, De Gaulle, Adenauer – que j'ai tant admirés parce qu'ils étaient passionnément patriotes et tout autant pragmatiques et lucides, diraient aujourd'hui que la défense de l'intérêt national ne peut plus être seulement nationale<sup>2</sup>.

Ils diraient que l'Union des européens n'est pas une option mais une nécessité vitale pour peser, compter, se protéger, et être respectés.

**En ce 9 mai 2011, notre *intérêt*, et notre *besoin* d'être ensemble sont plus forts que jamais. Mais en avons-nous toujours *l'envie* ?**

\* \* \*

La méfiance ou l'indifférence des citoyens à l'égard de l'Europe ne datent pas d'aujourd'hui.

Voilà 60 ans que l'on construit l'Europe pour les citoyens, au nom des citoyens, mais trop souvent sans eux.

Le malaise s'est installé et, progressivement, le fossé s'est creusé entre l'Europe et ses citoyens. Et l'action compétente et quotidienne du Parlement européen – la seule institution européenne qui dépende directement des peuples – ne suffira pas à la réconciliation.

Et voilà 10 ans que nous cherchons une réponse au malaise européen dans nos institutions. Nous avons même imaginé sans doute avec trop d'audace une "*vraie constitution*" recommandée ici même le 10 mai 2000 par Joschka Fischer.

**A la réflexion, je pense que nous nous sommes trompés en parlant beaucoup trop du moteur, de la mécanique européenne, plutôt que de la route sur laquelle nous sommes ensemble, des étapes, de la destination.**

Pourquoi sommes-nous ensemble ? Qu'avons-nous à faire de plus ensemble ? Où voulons-nous aller ? Quelles frontières géographiques et quelles limites politiques à cette entreprise commune ?

Il y a urgence à refaire la preuve de l'Europe, des "*raisons*" et de "*l'intérêt à être ensemble*" au XXIème siècle. Et de refaire cette preuve non pas avec les peurs et les recettes d'autrefois mais bien en vivant avec notre temps. Le temps d'Internet, le temps du changement climatique, le temps de la Chine, de l'Inde et du Brésil tout autant que des Etats-Unis ou de la Russie.

Ce temps-là est un temps difficile. Un temps d'incertitudes, de perspectives floues, de pertes de marges de manœuvre. **Mais ce dont je suis absolument sûr, c'est qu'il sera beaucoup plus difficile encore si les européens l'abordent chacun pour soi, chacun chez soi, plutôt qu'ensemble.**

Et dans les années qui viennent, malheur à celui qui ne bouge pas alors que tout autour de lui est en mouvement. Dans les années qui viennent, malheur à celui qui choisit d'être solitaire plutôt que solidaire !

"*Les règles ont changé. Le monde a changé*" disait le Président Obama au peuple américain en

assurant son devoir de pédagogie<sup>3</sup>.

Regardons bien ce monde, avec lucidité, sans nostalgie, tel qu'il est. Avec les défis auxquels il nous confronte, qu'on le veuille ou non. Il y en a au moins cinq que je souhaite brièvement mentionner. Et je veux m'exprimer devant vous franchement, à titre personnel, sans engager, vous le comprendrez, le collège de la Commission.

\* \* \*

### **Le premier est le défi de la démographie et de la mobilité.**

Notre continent est le seul dans le monde qui va perdre de la population dans les 40 ans qui viennent. L'Inde aura alors plus d'habitants que la Chine. L'immense continent africain, tout près de chez nous, cinq fois plus grand que l'Europe, comptera deux milliards d'habitants dont la moitié auront moins de vingt ans.

Ce défi est d'abord celui du nombre d'actifs. Pour nourrir l'activité et la croissance en Europe et assurer le financement de la retraite ou de la dépendance. La population des 65 ans et plus passera de 17,4 % en 2010 à plus de 30 % en 2060.

Les pays européens, pour relever le défi, doivent se doter d'une politique coordonnée de soutien à la natalité, à la petite enfance, c'est-à-dire une politique de la population. C'est indispensable. Ce ne sera pas suffisant.

L'Europe doit aussi rester une terre d'accueil.

Le plus important, la mobilité des peuples et des personnes en Europe a été source de progrès humain et d'épanouissement personnel. Je pense aux mathématiciens arabes, aux étudiants de toute l'Europe qui se retrouvaient, au seizième siècle, dans les universités en Allemagne et aux Pays-Bas par exemple.

En fermant nos frontières, en nous recroquevillant, nous "*sacrifierions l'avenir au présent*"<sup>4</sup>. Nous avons besoin d'immigration pour garantir la pérennité de notre système de solidarité, et le dynamisme de notre économie. Il est dans notre intérêt, pour garantir notre propre sécurité, de tendre la main aux pays les moins développés. **L'Espace Schengen – cette coresponsabilité d'une frontière unique – a été un formidable progrès et une décision de portée historique. Il faut l'améliorer, pas l'affaiblir. Dans mon esprit, l'améliorer c'est en renforcer la logique communautaire.** Par exemple, en s'appuyant sur Frontex pour construire un véritable corps de garde-frontières européens. C'est le sens de l'action de la Commission en la matière, sous l'impulsion de Cecilia Malmström.

La frontière extérieure de l'Allemagne est aujourd'hui protégée en Grèce ou à Malte. La gestion des entrées et des sorties sur le territoire de l'Union doit dépendre d'une politique de visa commune, d'une excellence dans la formation des garde-frontières et dans un échange d'informations organisées et sécurisées relatives aux entrées sur le territoire européen. Il faut un seul écran radar et non pas 27.

Dans nos discussions avec les pays source d'immigration, nous devons combiner l'aide au développement, les visas pour les études, la recherche et le travail légal, ainsi que les garanties de retour des personnes et des connaissances dans leur pays d'origine après une période déterminée. C'est ainsi que les pays autour de nous deviendront des pays producteurs de stabilité.

Et finalement, il faut construire ensemble un véritable système commun d'asile en Europe, qui concrétise nos valeurs européennes d'humanisme et de solidarité. En 2010, 223 000 décisions ont été prises suite à des demandes d'asile. L'Europe a les devoirs et les moyens d'offrir cette solidarité. Aucun Etat membre ne peut réussir seul ce que nous devons réussir ensemble.

**Nous avons pour cela besoin d'une politique communautaire forte et humaniste pour l'immigration et pour l'intégration. Une politique respectueuse de la dignité humaine et qui permette la libre circulation des hommes sans conduire au pillage des cerveaux des pays en développement. Ce sont nos valeurs, ce sont nos traditions. C'est aussi notre intérêt.**

\* \* \*

### **Le second défi est celui de l'énergie et du changement climatique.**

L'union européenne en a pris la tête à Copenhague et à Cancun sous l'impulsion de la Commission et de son Président José Manuel Barroso. L'objectif est de stabiliser la hausse de la température

moyenne mondiale à moins de 2 °C en 2050.

Nous ne sommes pas sûrs d'y parvenir. Ce sont toutes nos habitudes de produire, de consommer, de cultiver, de nous transporter qui devront être changées. Et si nous ne faisons rien, ce sont la montée des températures et la hausse des coûts des énergies fossiles qui se chargeront de bousculer nos habitudes. En prenant la tête ensemble de ce défi, les européens ne sont pas naïfs. Ils sont lucides. **Si nous ne construisons pas maintenant une société de modération, nous entrerons forcément dans une société de privation.**

Consommer mieux. Polluer moins. Voilà qui exige pour les énergies du futur le même volontarisme qu'au moment de la CECA pour le charbon et l'acier. Photovoltaïque, biomasse, transport électrique, gaz, énergie solaire ou éolienne : prenons garde à préserver notre recherche et notre industrie ! Le temps presse surtout si le mouvement pour se dégager du nucléaire pour les uns et du "tout nucléaire" pour les autres s'amplifie.

Et ne nous y trompons pas : si l'engagement de chacun des acteurs sur la planète est requis, il est en tout état de cause dans notre intérêt bien compris de montrer la voie. Ne perdons pas le peu de temps qui reste à attendre les autres. Assumons au contraire notre vocation à entraîner le monde sur nos valeurs, par la force de l'exemple.

Ca ne se fera pas du jour au lendemain, mais l'Europe doit aller de l'avant. Mettre en place une fiscalité écologique européenne, faire fonctionner le système européen d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (ETS) mis en place en 2005 sont autant de défis urgents.

\* \*

**Le troisième défi est celui de notre économie**, c'est-à-dire de la croissance et des emplois qu'elle doit porter. Là encore, regardons bien la vérité en face.

Parmi les 10 économies les plus puissantes du monde, 5 sont encore européennes en 2011. 5 sur 27 ! En 2050, sur la pente actuelle, il n'y en aura plus qu'une seule<sup>5</sup>.

Nous devons refaire de l'Europe le meilleur endroit au monde pour travailler, créer, produire. Les clés de cette nouvelle croissance sont connues. C'est d'abord un grand marché européen plus intégré, plus compétitif, plus accessible pour les PME. Nous y travaillons avec l'Acte pour le Marché unique<sup>6</sup>. Faire fonctionner pleinement ce marché de 500 millions de consommateurs c'est donner à nos entreprises une opportunité majeure dans la compétition internationale. La réussite de l'Allemagne dans ce domaine en est le symbole.

Mais le retour de la croissance suppose aussi de retrouver une confiance qui a été gravement ébranlée par la crise. A juste titre puisque les contribuables ont dû bien souvent être mis à contribution pour payer les conséquences de comportements irresponsables ou du manque de vigilance collective.

Pour retrouver la confiance, il faut d'abord remettre les principes de transparence, de régulation et de responsabilité au cœur du secteur financier. Et à chaque fois que c'est nécessaire réprimer les abus et les prises de risques non maîtrisées.

**L'industrie financière européenne a un intérêt compétitif à se développer désormais sur des bases saines, plus transparentes et, pour tout dire, plus morales.** Nous y travaillons résolument pour les banques, le secteur de l'assurance, les hedge funds ou les autres opérateurs de marché.

Il n'y aura pas de retour au "*business as usual*" dont rêvent tous ceux qui ont la mémoire courte. Et encore une fois, n'ayons pas peur de montrer la voie : il nous en coûterait toujours moins que l'immobilisme auquel nous condamnons l'attentisme.

Mais soyons francs, la crise a aussi mis à l'épreuve une des avancées les plus emblématiques de la construction européenne : notre monnaie commune. Il n'y a certes pas eu de crise de l'euro mais certains pays ont été durement affectés.

Plus grave, la crise a révélé que les règles sur lesquelles nous avons cru solidement établir notre devise ont été insuffisantes. Et je sais ce que cela représente pour un pays comme l'Allemagne attaché à juste titre à la stabilité monétaire et financière.

Non seulement nous avons fait face aux difficultés de certains pays de la zone euro, mais nous avons enfin créé les outils de gouvernance, de surveillance budgétaire, de coordination économique, de solidarité aussi qui auraient dû être créés avec l'Euro lui-même.

**Aucun pays de la zone euro ne doit désormais se sentir seul. Aucun pays ne doit oublier non plus que la première solidarité est de respecter les disciplines choisies en commun. Aucun pays ne peut se croire dispensé de cette "culture de la stabilité budgétaire".**

On oppose parfois gouvernance et règles. C'est naturellement absurde. Il faut à la fois des règles strictes et des mécanismes politiques pour veiller à leur bonne mise en œuvre. Je crois que c'est ce que nous avons enfin mis en place.

Qu'on soit ou non dans la zone euro, il faut "*respecter des normes élevées de gouvernance*", disait avec sagesse le Premier ministre de Pologne Donald Tusk il y a quelques jours<sup>7</sup>. En écho, Jacques Delors, qui sait de quoi il parle, nous invitait à "*ne pas faire porter à l'Euro le poids de nos insuffisances*"<sup>8</sup>.

Au cœur de tous ces enjeux de gouvernance, la logique voudrait que la même personnalité se voie confier à la fois la Présidence de l'Euro-Groupe et une Vice-présidence de la Commission pour les affaires économiques, sur le modèle de ce qui a été fait pour la politique étrangère avec le Haut-représentant.

**Enfin, je crois que nous devons oser créer de nouvelles politiques communes en faveur de la croissance de notre continent, pour l'investissement dans l'éducation, pour la formation et l'innovation.**

L'Europe doit se doter d'un fond commun pour les brevets et d'un fond pour le capital risque en faveur des PME.

Nous avons eu en 1960 la volonté de créer une politique alimentaire et agricole commune qui génère aujourd'hui d'avantage d'emplois que le secteur automobile.

C'est la même volonté politique qui doit nous conduire maintenant à promouvoir nos secteurs industriels stratégiques.

Nous devons lancer un débat européen avec les Etats-membres, le Parlement européen, nos entreprises, concernant les secteurs, et les savoir-faire que nous souhaitons promouvoir dans la compétition internationale. Ces secteurs où l'Europe doit impérativement maintenir sa souveraineté.

Nous devons également avoir le courage d'imposer la réciprocité dans nos échanges avec nos partenaires américains, chinois ou japonais quand ils ne la pratiquent pas spontanément.

\* \*

Il y a enfin ou il y a d'abord une autre clé à la confiance. **Ma conviction est qu'il n'y aura pas de performance économique durable en Europe sans cohésion sociale.**

Peut-être pour certaines institutions financières, la crise est-elle finie ! Leur crise ! Mais la crise économique, sociale, humaine est toujours là. Avec tant de frustrations, de pauvreté, d'efforts exigés et si mal partagés. Prenons garde au populisme que portent ces frustrations et préservons nous du protectionnisme qui viendra, qui vient déjà avec la tentation du repli et de la démagogie.

Mon appel aujourd'hui va vers ceux qui croient comme moi en l'économie de marché, à l'ouverture aux autres, aux échanges. J'écoutais récemment le Premier ministre britannique David Cameron plaider avec intelligence pour un marché intégré, la liberté économique, le commerce électronique, moins de régulations bureaucratiques et j'aurais pu signer son discours.

Mais tout peut se briser sur le mur du populisme et du protectionnisme si nous ne réussissons pas à rassurer, à associer, à protéger les citoyens. Voilà pourquoi il faudra encadrer les bonus et les rémunérations les plus élevées qui sont injustifiables quand 10 % des européens sont au chômage. Il faudra créer une taxe sur les transactions financières. Et financer aussi la résolution des crises bancaires. Que les banques payent pour les banques et non pas les citoyens ! Il faudra aussi développer toutes les formes de l'entrepreneuriat social et faire du dialogue social européen la règle et l'habitude. Nous devons lancer un débat européen, avec les Etats membres et nos entreprises, concernant les secteurs et les savoir-faire, où l'Europe doit défendre son avantage comparatif dans la compétition mondiale.

**La nouvelle Europe à laquelle je crois doit être celle d'une économie ouverte, sans naïveté. Elle ne peut pas être celle d'une grande zone de libre échange sans équité.**

La nouvelle Europe à laquelle je crois est productrice de biens collectifs qui re-tissent des solidarités tout en diffusant de la compétitivité et je pense notamment aux grandes industries de réseaux.

La nouvelle Europe à laquelle je crois est dotée d'un système de gouvernance qui permette de faire

passer le bien commun avant l'intérêt individuel et de réorienter les mécanismes de marché au service d'un développement durable.

**Ma conviction, c'est que l'autorité publique a un rôle fondamental à jouer** : pour la performance économique et la cohésion sociale; pour orienter les marchés et les acteurs économiques vers les fins collectives que nous choisissons démocratiquement, et lorsqu'il y a une défaillance des marchés pour financer des services publics efficaces.

En vous disant cela, j'ai en mémoire ce que disait il y a un siècle Jean Jaurès, l'inspirateur de la gauche française : "*aller à l'idéal et comprendre le réel*".

Tout mon engagement personnel en France est celui d'un patriote et d'un européen.

Je crois que l'Europe doit être unie pour être forte, qu'elle doit être politique pour être respectée.

**Cette Europe politique ne peut se construire que sur un grand marché intégré. Mais en même temps, ce marché ne se consolidera, ne se libèrera que si les citoyens et les entreprises dans chaque région, se l'approprient vraiment** et si les jeunes européens, les premiers concernés, retrouvent l'accès à l'ascenseur social.

Le moment est venu où l'on doit réconcilier la vision anglo-saxonne, la plus libérale de l'Europe et la vision continentale de l'économie sociale de marché portée depuis 60 ans par les allemands, les français et tant d'autres.

\* \* \*

Nous savons, en observant les autres et en regardant l'Histoire, qu'une puissance repose à la fois sur une économie, une monnaie, une politique étrangère et une défense.

Nous n'y sommes pas. Loin s'en faut !

Voilà pourquoi je veux évoquer un **quatrième défi, celui de notre influence extérieure, de notre diplomatie, de notre sécurité**.

Il n'y a pas de fatalité à la division ou à la dispersion des européens dans le reste du monde et souvent même à notre voisinage.

Le poids de nos intérêts économiques, culturels, stratégiques à l'avenir finira bien par peser plus lourd que le poids de nos rivalités et concurrences passées. C'est bien la leçon des crises et des secousses dans les Balkans, où, divisés il y a 15 ans, nous agissons désormais ensemble. Nous devons tirer les leçons de la crise libyenne, dépasser le désaccord franco-allemand.

Mais une diplomatie commune des européens – je n'ai pas dit unique – ne s'improvise pas dans l'urgence et ne peut être imposée ni d'en haut, ni par un seul pays aux autres.

Elle doit être construite par la mise en commun patiente et volontaire des expertises, des analyses géopolitiques, des stratégies et quand il le faut du renseignement.

**Et dans cette entreprise, chacun des pays européens là où il se trouve, avec son histoire, sa culture, ses amitiés et ses relations privilégiées peut apporter sa pierre**.

Voilà pourquoi le Service diplomatique européen qu'on devrait à nouveau appeler le *Ministère européen des affaires étrangères* a un rôle si essentiel.

Celui d'être le lieu, sous l'impulsion de Catherine Ashton, d'une **culture diplomatique commune**.

Il ne peut être le lieu où se détricoterait au profit d'une simple coopération entre quelques Etats, les politiques extérieures qui sont déjà communautaires, pour le développement, le voisinage ou le commerce.

Il doit être le lieu où les instruments de gestion de crise mis en place depuis 10 ans seront maintenus et renforcés.

Si nous le voulons, c'est dans ce service que se forgeront progressivement une culture et une identité communes. Vis-à-vis de la Russie si proche, du Proche-Orient si complexe et si troublé, de l'Afrique du Nord qui se libère et qui attend de nous bien autre chose qu'une porte fermée. Mais aussi vis-à-vis des Américains qui comprennent maintenant qu'une Europe faible politiquement et militairement est un allié faible. Vis-à-vis enfin des autres grands continents que sont l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine.

Dans ce monde nouveau, fragile, instable, les européens devraient aussi mesurer le changement

majeur venu des Etats-Unis qui ne considèrent plus désormais l'Europe comme l'un de leurs défis de sécurité. C'est à la fois une bonne nouvelle et un autre défi pour nous.

En matière de sécurité, (terrorisme, cyber-attaques, criminalité organisée) ou de défense (conflits régionaux, défense collective du continent, prolifération nucléaire), aucun Etat européen ne peut faire face seul à toutes les menaces.

J'ajoute que les contraintes budgétaires sont telles pour chacun de nos pays, s'il reste seul, que cela conduirait au décrochage stratégique pour tous.

C'est la raison d'avancer vers une vraie politique européenne de défense.

**Soixante après, c'est le chantier d'une Communauté européenne de défense qui doit être relancé s'il le faut dans le cadre d'une "coopération structurée" telle qu'elle est désormais possible avec le Traité de Lisbonne. Un véritable état-major, une mutualisation systématique des efforts de recherche et de programmation et des capacités, une préférence européenne pour les acquisitions.** Tout cela va bien au-delà des coopérations nécessaires mais insuffisantes entre la France et le Royaume-Uni, entre l'Allemagne et la Suède.

L'Union doit se doter d'une véritable capacité permanente de planification et de conduite des opérations comme la Pologne et l'Allemagne ou la France l'on souhaité.

**Au total, l'enjeu pour l'Europe est d'être prête à assumer de plus en plus sa propre défense collective, mais aussi à devenir un partenaire robuste et crédible des Etats-Unis.**

Un échec de l'Union pour sa propre sécurité et sa défense serait lourd de conséquences.

L'Union a une légitimité dans le domaine de la défense comme dans les autres. C'est avec cette conviction que la France, avec le Président Sarkozy, a repris toute sa place dans l'OTAN. Tous ceux – et j'en suis – qui croient à l'Alliance Atlantique doivent comprendre que l'équilibre, la crédibilité et la force de la relation OTAN / Union européenne dépend de l'impulsion politique qui sera donnée à la défense européenne. C'est une question de confiance et je recommande que personne d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique ne sous-estime cette exigence.

Enfin, je veux ici plaider pour deux initiatives concrètes et citoyennes pour notre action extérieure européenne. D'abord la création d'une **force européenne de protection civile** capable de préparer notre réponse aux catastrophes naturelles, industrielles, humanitaires qui se multiplient. Et là encore, sachons utiliser la possibilité pour les Etats membres volontaires de partir en "*éclaireurs*".

Et puis la création **d'un réseau de consulats européens** dans le reste du monde regroupant au moins les pays de l'Espace Schengen volontaires pour travailler ensemble et apporter une aide commune à leurs compatriotes.

\* \* \*

Jean Monnet disait souvent "*Je ne suis pas optimiste. Je suis déterminé!*"

Il y a sans doute aujourd'hui beaucoup de raisons, de pessimisme à propos de la construction européenne. Mais il y a encore plus de raisons à une nouvelle détermination.

Face à tant de défis, j'ai tenté de décrire rapidement les raisons et l'intérêt que nous avons d'agir ensemble dans ce monde où l'Europe est souvent espérée mais n'est plus attendue.

**Il reste un dernier défi à relever et celui là commande les autres. Celui de la démocratie européenne.**

De la confiance des peuples! De cette "*envie d'être ensemble*" que j'ai évoquée au début de cette intervention.

Aux citoyens, il faut dire la vérité. Sur la direction que nous prenons. Sur ce que nous sommes dans cette union. Et sur ce que nous ne sommes pas.

Nous sommes un continent où chaque peuple, chaque religion, chaque opinion est respectable et respectée.

Et pourtant nous ne sommes pas un peuple européen. Nous ne pouvons pas être une nation européenne. Il n'est pas question d'un Etat fédéral qui se substituerait aux Etats nations ou aux régions.

Nous sommes aujourd'hui 27 peuples qui s'expriment dans 23 langues officielles. Nous formons 27

nations et nous avons 27 Etats qui tiennent, chacun, à leurs différences, à leurs traditions, à leurs cultures.

Et pourtant, ces 27 nations ont choisi de vivre ensemble, d'agir ensemble, pas seulement de coexister les unes à côté des autres. De mutualiser un grand nombre de leurs politiques et de partager volontairement leur souveraineté, simplement pour créer une souveraineté européenne.

**Cette construction là est unique dans l'histoire et dans le monde. Elle ne peut être simple. Elle est simplement révolutionnaire. Elle est aussi fragile.**

\* \*

Nous avons besoin des nations pour réconcilier les citoyens avec le projet européen. **Nous avons besoin des Nations pour combattre le nationalisme. Et, dans le même temps, nous avons besoin de l'Europe pour maîtriser, humaniser, en un mot, réussir la mondialisation.**

La nouvelle Europe doit être une véritable "*Fédération des Etats nations*"<sup>9</sup>. Il lui faudra un visage et une voix forte. **Il faudra un jour un Président ou une Présidente de l'Union européenne** qui cumulera la mission de présider le Conseil européen et la fonction d'animer le collège des commissaires où se forment utilement, je peux en témoigner, les propositions et les impulsions les plus proches de l'intérêt commun.

Les rédacteurs du Traité de Lisbonne ont pris soin de ne pas interdire cette avancée majeure et symbolique. Cette personnalité présidente de l'Union européenne, proposée par les chefs d'Etats et de gouvernement, pourrait être investie par un congrès réunissant le Parlement européen et les représentants des Parlements nationaux. Un jour plus lointain, elle pourrait obtenir la confiance directe des peuples. **Dans cette nouvelle dynamique, le Parlement européen, élu par ces peuples, verra sa légitimité renforcée.**

Mais il y a certaines choses qu'on ne pourra jamais écrire dans un Traité ou décréter par une directive. C'est l'esprit européen ! La morale collective, le volontarisme des dirigeants, la mesure qu'ils prennent ensemble et personnellement de leur responsabilité devant l'histoire et face au monde d'aujourd'hui et de demain. Leur capacité d'assumer et d'expliquer le projet européen et leur engagement face aux citoyens.

**Nous avons cinq ans devant nous. Pas beaucoup plus pour choisir notre destin.** Durant les cinq prochaines années, il y aura des élections présidentielles ou législatives dans la quasi-totalité des 27 pays européens. Il y aura l'élection d'un nouveau Parlement européen en 2014. Nous déciderons des budgets de l'Union et des politiques communes que ce budget soutiendra pour 7 ans.

La crise financière qui a failli tout emporter il y a 3 ans est venue d'une caricature du libéralisme, d'une idée fautive et malheureusement répandue aussi en Europe selon laquelle les marchés s'autorégulent.

Nous avons réagi et nous agissons pour créer avec les autres et pour nous-mêmes les outils d'une vraie gouvernance économique et financière.

Mais cette crise financière n'est pas la seule. Ecologie, sécurité alimentaire, changement climatique, pauvreté, stabilité et lutte contre le terrorisme : chaque fois le besoin est là d'une gouvernance mondiale.

A cette table de la gouvernance mondiale, celle, aujourd'hui, d'un G20 qui ne suffira pas, **il faut que les européens soient acteurs et jamais spectateurs.** Voilà pourquoi l'unité de l'Europe reste une idée neuve et juste.

Mon appel s'adresse aux 27 chefs d'Etat et de gouvernement européens et à leur Président Herman van Rompuy. Cette unité est entre leurs mains. Pour chacun des défis que je viens de décrire il y a matière à un nouveau contrat avec les citoyens, à une nouvelle Europe qui agit, protège, rayonne. Je suis sûr que la Commission européenne et le Parlement européen prendraient toute leur part à un tel contrat.

Je vous remercie de m'avoir permis de dire librement ma conviction aujourd'hui, le 9 mai à Berlin, à un moment où le courage collectif, l'audace, le volontarisme des responsables politiques européens sont tout autant nécessaires qu'il y a soixante-et-un ans.

\* \* \*

---